

Les appuis apportés aux forces de sécurité concernant la lutte contre le trafic et la traite pourraient entraîner des risques des violations des droits fondamentaux. Il est indispensable que les formations dispensées aux Forces de Sécurité Intérieure comprennent des modules « droits humains », notamment concernant l'audition, l'identification, la protection et le référencement des victimes.

L'action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra, notamment au sein des institutions et organisations bénéficiaires. L'action s'appuie sur l'approche fondée sur les droits humains qui inclut le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains des différentes parties prenantes aussi bien dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions. De plus, migration et droits humains sont intrinsèquement liés. Les violations des droits humains à l'encontre des personnes migrantes peuvent prendre différentes formes, dont la privation des droits civils et politiques, tels que la détention arbitraire, la torture ou l'absence d'une procédure régulière, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels tels que le droit à la santé, au logement ou à l'éducation. Le déni des droits des personnes migrantes est souvent étroitement lié à des lois discriminatoires et à des préjugés et des comportements xénophobes profondément ancrés.

De plus, le projet assurera le respect du droit de la personne à travers toutes les phases de l'enquête par les forces de l'ordre. La méthodologie de mentorat soutenue ici pour les forces de sécurité devrait permettre un suivi rapproché dans la conduite des enquêtes, depuis l'interpellation, jusqu'à l'audition et la levée de la garde à vue. Les fondamentaux du droit international auquel s'aligne le droit guinéen seront respectés grâce à un suivi quotidien des affaires par les membres de l'équipe projet. Tout manquement fera l'objet d'une remise à niveau qui permettra une acquisition de compétence sur le long terme.

---

### **Invalidité/Handicap**

Les besoins spécifiques des personnes en situation d'handicap (y compris l'accès aux services de réintégration sociale des personnes de retour), seront dûment évalués et pris en compte mais conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0.

---

### **Réduction des inégalités**

En vue de promouvoir et soutenir la cohésion sociale, cette action visera à réduire les facteurs d'inégalités qui touchent les personnes migrantes de retour, afin d'assurer une réintégration durable au sein de la communauté. Une attention particulière sera donnée aux jeunes (18-35 ans) et aux personnes migrantes de retour en Guinée.

### **Démocratie**

Un des trois axes du programme proposé concerne le renforcement des capacités des structures en charge de la gouvernance migratoire, visant ainsi une plus grande démocratisation de la Guinée. La prédominance des considérations sécuritaires a justifié d'ailleurs l'adoption de lois discriminatoires portant atteinte aux droits des ressortissants étrangers.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Toutes les actions menées dans le cadre de la présente action visent à renforcer la résilience des institutions et des populations en leur offrant les plateformes et outils pour mieux répondre aux enjeux de stabilité, autant politique que sociale et sécuritaire.

La migration, qu'elle soit régulière ou irrégulière, est intimement liée aux conflits, même si elle peut trouver ses origines dans des conditions économiques – dans les deux cas la connexion avec la résilience fait surface. De plus, la réintégration des personnes migrantes de retour peut faire surgir des conflits potentiels liés aux gestions des ressources naturelles, à une augmentation de la concurrence sur le marché de l'emploi, à une inégalité de traitement, etc. Cette intervention s'inscrit dans une approche sensible aux conflits articulée autour du principe «do no harm» et vise le renforcement de capacités de l'État guinéen dans le domaine ayant un impact sur la sécurité des populations et leur résilience. Toutes les activités seront par ailleurs mises en œuvre selon une approche pérenne et inclusive basée sur une méthodologie participative et de renforcement des capacités.

L'action portera un regard attentif à la bonne adéquation des mesures proposées aux appareils étatiques et à la promotion de la cohésion sociale.

---